

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Valentine Moghadam, *Globalizing Women: Transnational Feminist Networks*. Baltimore and London, The Johns Hopkins University Press, 2005, 251p.

par Isabelle Giraud

Lien social et Politiques, n° 58, 2007, p. 165-167.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/017560ar>

DOI: 10.7202/017560ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

- **Valentine Moghadam, *Globalizing Women: Transnational Feminist Networks*. Baltimore and London, The Johns Hopkins University Press, 2005, 251p.**

La littérature sur les mouvements sociaux transnationaux ignore souvent l'existence de réseaux féministes transnationaux (TFN) dont les activités sont antérieures à l'émergence du mouvement altermondialiste. Selon V. Moghadam, ces réseaux forment depuis le milieu des années 80 un véritable mouvement transnational des femmes. L'émergence des TFN proviendrait d'une réaction aux changements économiques, politiques et culturels induits par la mondialisation, que Moghadam définit comme un processus multidimensionnel, de mobilité mondiale du capital, des organisations, des idées et des personnes. Cet ouvrage porte sur six réseaux formés autour des questions économiques, de paix et droits humains. Ceux spécialisés sur le thème économique partent d'une critique de la dimension néolibérale et genrée de la mondialisation, des politiques d'ajustement structurel et de l'idéologie du marché qui les accompagne. Ils déplorent leurs conséquences en termes de féminisation de la pauvreté, de flexibilité, de discrimination salariale et professionnelle. Les TFN spécialisés sur les questions de droits humains dénoncent les divers fondamentalismes religieux et leurs relais politiques, dont l'émergence est attribuée à la mondialisation culturelle, perçue comme une forme de néocolonialisme américain. Les

réseaux féministes s'opposent à ces fondamentalistes qui cherchent à faire primer leurs interprétations des textes religieux sur l'idée d'universalisme abstrait au fondement des droits des femmes.

V. Moghadam s'appuie sur un terrain d'observation exceptionnel, s'étalant sur plus de dix ans de suivi et de participation, assorti de documents, entrevues et observation des conférences internationales. Elle définit les TFN comme des structures organisées au-delà du niveau national, qui unissent des femmes de trois pays ou plus, autour d'un agenda commun. L'analyse repose sur une approche classique des mouvements sociaux articulée autour des formes organisationnelles, revendications, répertoires d'action collective et relations aux institutions. Cet ouvrage se présente comme une contribution à la littérature sur les mouvements sociaux transnationaux adoptant une explication en termes de résistance aux changements liés à la mondialisation et de recherche d'effets retour des normes internationales sur les politiques des Etats.

V. Moghadam propose de l'émergence de réseaux féministes transnationaux (TFN) une explication en termes de réaction des femmes à la mondialisation et à ses effets genrés. Partant d'une approche qu'elle dit plus marxiste que postmoderne, selon laquelle la mondialisation produirait un système mondial hiérarchisé, elle estime que ce processus, dès les années 80, conduit en même temps à la professionnalisation des

femmes, en leur donnant les moyens économiques d'amorcer une rupture avec les structures patriarcales, et à leur prolétarianisation, induisant une surexploitation économique de cette force de travail qui trouve ses racines dans les inégalités et hiérarchies liées au genre. Ainsi explique-t-elle tout d'abord l'émergence d'une élite féministe du Sud comme du Nord, composée de femmes des classes moyennes, éduquées, employées, actives politiquement et mobiles géographiquement, qui constituent les principales actrices militantes de ces TFN. Ensuite, Moghadam attribue à la mondialisation un rôle moteur dans la convergence idéologique des féministes du Sud et du Nord, préalable à la constitution de réseaux transnationaux. En effet, dans les années 80 s'atténuent les divisions entre féministes du Nord, insistant sur les droits reproductifs et la sexualité, et féministes du Sud, insistant sur le sous-développement et le colonialisme. Les premières s'inquiètent du tournant post-keynésien dans les pays développés, qui détériore les services publics et utilise les femmes comme instruments de flexibilité du marché du travail, tandis que les secondes s'inquiètent des conséquences de la politisation du fondamentalisme religieux, en Iran, en Algérie et ailleurs, où le renforcement de la moralité publique passe par un contrôle accru sur les femmes, leur sexualité et leurs droits. Ces phénomènes, selon Moghadam, motivent la création de réseaux transnationaux de

résistance et de recherche d'une riposte féministe à la forme néolibérale et patriarcale de la mondialisation. Ces réseaux développeraient alors un discours similaire, emprunteraient un même vocabulaire fondé sur la prise de conscience d'une commune oppression des femmes dans le monde. Ainsi pour Moghadam, les changements socio-économiques liés à la mondialisation sont au cœur de l'explication de l'émergence d'une identité collective féministe mondiale. Cette position prête à débat, d'ailleurs Moghadam évoque celui avec les féministes postmodernes qui parlent de diversité et insistent plutôt sur les représentations de la mondialisation que sur les phénomènes économiques pour comprendre l'enclin à la solidarité par delà les frontières. D'ailleurs, tout en conférant à la dimension économique un rôle premier, Moghadam admet que la mondialisation se fait sous l'idéologie du marché, une idéologie néolibérale qui, traversée par le genre, comprend des biais androcentriques comme ceux de division sexuelle du travail, de priorités masculines dans les poli-

tiques économiques et de représentations symboliques générées du projet de mondialisation.

Toutefois, à travers la présentation par V. Moghadam de son terrain d'observation, la prépondérance des structures économiques dans l'émergence des TFN tend à s'estomper au profit des institutions et du rôle joué par l'ONU dans la formation puis l'organisation des réseaux féministes transnationaux. Moghadam montre que les conférences de l'ONU constituent à la fois des lieux de rencontre et des lieux d'invention d'un vocabulaire revendicatif commun. Tous les réseaux étudiés par Moghadam se créent entre 1985 et 1992, autour de la Conférence mondiale sur les femmes de Nairobi qui doit faire le point sur les avancées durant la décennie de la femme (1975-1985). De ce fait, certains TFN sont créés en vue de publier un ouvrage collectif d'analyse et d'information, comme par exemple SIGI pour *La sororité est mondiale*, édité par Robin Morgan (1985) et DAWN pour *Femmes, crises et alternatives du développement*, édité par Gita Sen et Caren Grown (1987). L'auteure rencontre dans ces réseaux des femmes éduquées, souvent universitaires, parlant un très bon anglais, se connaissant depuis les premières conférences onusiennes ou par des réseaux intellectuels. Les TFN dans le courant des années 90 sont avant tout des spécialistes du lobbying auprès des délégués des Etats aux conférences de l'ONU, diffusant des rapports de recherche et d'informations qui accroissent leur légitimité. Ils

obtiennent des résultats, en particulier à Vienne en 1993, où les violences envers les femmes sont définies dans la déclaration finale comme des abus des droits humains. Ce lobbying international est complété par des relations intenses entre ces réseaux et les services de l'ONU qui s'occupent des droits des femmes (par exemple l'ECOSOC, la Commission sur le statut de la femme, UNIFEM), soit pour leur financement, soit en tant que consultants, producteurs d'information, de recherches et promoteurs d'actions, servant même de vivier au recrutement d'experts et de personnel d'encadrement. Ainsi, l'analyse des rapports entre les TFN et l'ONU plaiderait en faveur d'une explication plutôt institutionnaliste du développement de ces réseaux. Leur description en seconde partie de l'ouvrage renforce l'idée d'une dynamique de solidarisation qui ne s'inscrirait pas seulement dans une logique de réaction à la mondialisation mais avant tout dans un processus de construction de nouvelles forces politiques mondialisées.

V. Moghadam propose dans cet ouvrage une analyse critique de l'organisation et des activités des trois réseaux les plus reconnus sur les questions économiques : DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era), WIDE (Women in Development Europe) et WEDO (Women's Environment and Development Organisation) et des trois réseaux également renommés sur les questions de droits humains et de paix : WLUML (Women Living Under

Muslim Law), SIGI (Sisterhood Is Global Institut) et AWMR (Association of Women of the Mediterranean). Le point particulièrement intéressant soulevé par Moghadam concerne l'existence d'un clivage entre des organisations plutôt formelles (WIDE, WEDO, SIGI) et d'autres plutôt informelles (DAWN, WLUML, AWMR). Ce clivage repose sur des conceptions stratégiques opposées concernant le financement et les relations aux acteurs institutionnels. Ces formes ne sont pas figées dans le temps (WIDE tend à alléger ses structures organisationnelles après 2000), toutefois, ces choix induisent des formes d'activités différentes: SIGI par exemple, une organisation bien institutionnalisée, développe des projets d'éducation populaire, donnant lieu à la publication de manuels de formation sur les droits humains des femmes, le tout financé par plusieurs fonds des organisations internationales. Inversement, AWMR, un réseau sans bureau ni personnel rémunéré, parvient difficilement à maintenir la publication de sa lettre d'information et ne réussit pas à financer sa réunion annuelle en 2002. Pour les premières, l'institutionnalisation des réseaux et leur professionnalisation semblent nécessaires à leur survie et à leur efficacité. Pour les secondes l'efficacité repose plutôt sur la liberté critique: DAWN, réseau informel de femmes du Sud, doté de coordonnatrices régionales, qui regroupe près de 4500 personnes, fait la promotion d'un développement de mouvements autonomes de femmes dans les

pays du Sud, auto-organisés et surtout indépendants des gouvernements.

En conclusion, la question de l'efficacité des actions collectives des réseaux féministes demeure au cœur de l'interrogation de Moghadam. Elle souligne que les réseaux ne sont pas dupes du fossé entre la radicalité de leurs critiques et l'instrumentalisation des femmes et du genre par les institutions internationales. Estimant que le niveau national demeure fondamental, organiser la résistance mondiale au patriarcat, développer des mouvements féministes, leur organisation et leur construction comme vivier de femmes politiques, militantes conscientisées, organiser les liens entre ces mouvements et les autres mouvements sociaux, représente un objectif en soi pour faire vivre un mouvement féministe mondialisé.

Finalement, notre principale critique de cette recherche concerne l'absence d'analyse des revendications de ces réseaux dans une perspective de genre. Entre les lignes, il apparaît que toutes ces militantes ne défendent pas une même conception des rapports entre sexe et genre: certains TFN refusent le label féministe, d'autres semblent plutôt essentialistes, postulant l'encrin «naturel» des femmes à la paix, d'autres en revanche, s'attachent à inventer des alternatives économiques féministes. N'y aurait-il pas plus de différences idéologiques que ne le veuille l'auteure entre ces divers réseaux? En outre, évoquant à la fin de l'ouvrage la participation d'AWMR à l'organisation

de la marche mondiale des femmes, l'auteure ne précise pas le statut accordé à ce mouvement, qu'elle n'inclue pas dans la liste des réseaux féministes transnationaux: aurions-nous ici affaire à l'expression d'un autre mouvement féministe transnational, regroupant des militantes de tous les horizons, féministes, syndicalistes, partisans et associatifs, et mobilisant aussi parmi les TFN, qui dérangerait la thèse de l'unicité du mouvement féministe construit autour des conférences mondiales de l'ONU? Pourquoi réduire la diversité qui caractérise les mouvements des femmes en une unicité qui, de longue date, fait le lit des critiques adressées aux féministes? Cette posture plus politique qu'analytique ne facilite guère la mobilisation de femmes ordinaires, qui peinent à se reconnaître dans un seul et même discours, relativement victimiste et soutenu par un universalisme abstrait, au fondement de la réduction, par les organisations internationales, des questions de genre à une expertise d'ordre administratif. Malgré la richesse de l'information fournie par cet ouvrage sur les réseaux féministes transnationaux, il reste à l'horizon des recherches sur les solidarités féministes sans frontière la reconnaissance politique et analytique de la diversité et de la conflictualité de leurs choix stratégiques, organisationnels et revendicatifs.

Isabelle Giraud
Études genre, Faculté des
sciences économiques et sociales,
Université de Genève